

VILLE  
DE  
BAUME - LES - DAMES



DOUBS

DÉPARTEMENT DU DOUBS  
Canton de Baume les Dames  
Arrondissement de Besançon  
**COMMUNE DE BAUME LES  
DAMES**  
(N°INSEE : 25047)

**Nombre de membres**

- En exercice : 29
- Présents : 17
- Votants : 24
- Ayant donné procuration : 7
- Absents : 5

**Date de convocation**

28/04/2023

**Date d'affichage**

11/05/2023

**Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 4 mai 2023**

L'an DEUX MILLE VINGT TROIS, le QUATRE MAI, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de MAI.

**Etaient présents (17) :**

Arnaud MARTHEY, Marie-Christine DURAI, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLOT, Colette ROMANENS, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Sébastien FERNIOT, Christian LANIER, Frédéric SERGENT, Thomas VIGREUX, Emilie GOGAND, Maud BEAUQUIER, Florian CORDIER, Camille LIARD.

**Procurations données (7) :**

Gérard GLEIZE donne pouvoir à Julien BOILLOT  
Francine COUDON donne pouvoir à Colette ROMANENS  
Annie GIRARDAT donne pouvoir à Camille LIARD  
Jean-Claude MAURICE donne pouvoir à Maud BEAUQUIER  
Laure THIEBAUT donne pouvoir à Dominique MISCHI  
Christelle LAMBERT donne pouvoir à Florian CORDIER  
Soazig BONFILS donne pouvoir à Marie-Christine DURAI

**Absents (5) :**

Bruno DEBRIE  
Philippe RONDOT  
Emmanuelle WISSANG-GIRARD  
Sandra BOUHESSANE  
Charline BARDEY

Il a été procédé conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal, Marie-Christine DURAI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

**Délibération n° D02/2023**

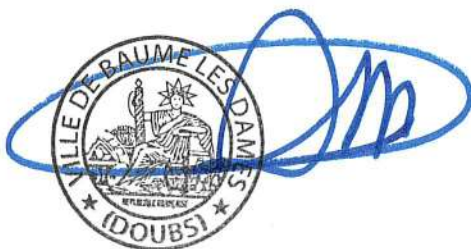
**Objet : Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 28 mars 2023**

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 28 mars 2023.

**Vote du Conseil :**

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

Le Maire,  
Arnaud MARTHEY



Envoyé en préfecture le 11/05/2023

Reçu en préfecture le 11/05/2023

Publié le



ID : 025-212500474-20230504-D02\_2023-DE

**PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL D**

L'an DEUX MILLE VINGT TROIS, le VINGT HUIT MARS à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de MARS.

**Etaient présents (19) :**

Arnaud MARTHEY, Marie-Christine DURAI, Gérard GLEIZE, Francine COUDON, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLOT, Annie GIRARDAT, Jean-Claude MAURICE, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Laure THIEBAUT, Christelle LAMBERT, Frédéric SERGENT, Emilie GOGAND, Maud BEAUQUIER, Florian CORDIER, Camille LIARD.

**Procurations données (5) :**

Colette ROMANENS donne pouvoir à Francine COUDON  
Sébastien FERNIOT donne pouvoir à Christian BASSENNE  
Thomas VIGREUX donne pouvoir à Sylviane MARBOEUF  
Christian LANIER donne pouvoir à Julien BOILLOT  
Soazig BONFILS donne pouvoir à Marie-Christine DURAI

**Absents (5) :**

Bruno DEBRIE  
Philippe RONDOT  
Emmanuelle WISSANG-GIRARD  
Sandra BOUHESSANE  
Charline BARDEY

Il a été procédé conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal. Madame Annie GIRARDAT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées. Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte. Monsieur le Maire rappelle aux conseillers municipaux l'impératif de rédaction des pouvoirs lors de leurs absences aux Conseils Municipaux, et de l'anticiper afin qu'ils parviennent aux agents dans l'après-midi au plus tard pour une meilleure gestion.

**AFFAIRES GENERALES****C01-2023 Information sur les décisions du Maire prises en vertu des délégations du Conseil Municipal**

Dans le cadre de sa délégation, Monsieur le Maire informera le Conseil Municipal des décisions prises.

**Visas de la Préfecture pour les décisions suivantes :****Décision du Maire N°3 /2023****Objet : MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE AUX TRAVAUX D'ACCES DU GROUPE SCOLAIRE DE MICOUR – AVENANT N°1**

Par décision du Maire en date du 16 février 2022, la Ville de Baume les Dames a retenu la SAS Bureau du Paysage (25200 MONTBELIARD), pour une mission de maîtrise d'œuvre relative aux aménagements sécuritaires des accès bas et haut du site du groupe scolaire de Mi cour dont le coût estimé des travaux était de 400 000.00 € HT. Le montant total des honoraires était de 20 600.00 € HT (marché de base 19 600.00 € HT + MC1-suivi et préparation des dossiers de subvention : 1 000,00 € HT).

Le maître d'œuvre a remis l'avant-projet définitif. Il convient à ce stade des études, et conformément aux dispositions du livre IV, Titre III du Code de la Commande Publique régissant la maîtrise d'œuvre, d'établir par avenant le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Le montant définitif des travaux à ce stade APD est de 651 000.00 € HT avec un taux de rémunération de 4.9%. Le forfait de rémunération définitif est réparti de la manière suivante :

Éléments de mission	Taux	Montant HT
AVP	30,00 %	9 569,70 €
PRO	15,00 %	4 784,85 €
ACT	15,00 %	4 784,85 €
VISA	5,00 %	1 594,95 €
DET	30,00 %	9 569,70 €
AOR	5,00 %	1 594,95 €
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>31 899,00 €</b>

	Missions complémentaires	Montant HT
MC1	suivi et préparation des dossiers de subvention	1 000.00 € HT

Le nouveau montant des honoraires est de 32 899.00 € HT.



**Décision du Maire N°4 /2023****Objet : Placement de trésorerie sur comptes à terme**

Suivant l'article L1618-2, les collectivités territoriales peuvent déroger à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat pour les fonds qui proviennent d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité. Les collectivités peuvent ainsi déposer des fonds sur un compte à terme ouvert auprès de l'Etat.

La commune ayant encaissé un emprunt pour des travaux qui sont différés, deux comptes à terme de 500 000 € seront ouverts pour un montant total de 1 000 000 €. La durée du placement sera de 12 mois.

Pour information le taux applicable connu à la date du 13/03/2023 est de 3.32 %.

**Décision du Maire N°5 /2023****Objet : Signature avenant 3 – LA CAPITAINERIE**

Un avenant n°3 au bail dérogatoire du 8 mars 2022 est conclu entre la SASU DU VAL représentée par Monsieur Stéphane TURILLON, en qualité de Preneur, et la Ville de Baume les Dames représentée par Arnaud MARTHEY, en qualité de Bailleur, pour modification des conditions financières.

La ville concède une remise sur les loyers de novembre et décembre 2022. Les loyers de novembre et décembre 2022 passent à 600.00 € HT mensuel au lieu de 2 000.00 € HT mensuel, soit une remise de 2 800.00 € HT.

Les autres conditions du bail dérogatoire du 8 mars 2022 restent inchangées.

**C02-2023 Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 28 février 2023**

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 28 février 2023.

**Vote du Conseil :**

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

**FINANCES****C03-2023 Présidence de séance**

Conformément à l'article L.2121-14 du CGCT, le Conseil municipal doit procéder à la désignation du président de séance avant l'approbation du compte administratif.

Monsieur le Maire propose de confier la Présidence à Monsieur Christian BASSENNE, Adjoint aux finances, qui présentera l'ensemble des comptes administratifs 2022.

**Vote du Conseil :**

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

**C04-2023 Adoption des comptes de gestion, comptes administratifs et affectations de résultats 2022**

Monsieur Christian BASSENNE remercie les Services pour le travail effectué tout au long de l'année et pour l'élaboration de ce budget, surtout avec le passage à la nomenclature M57.

**C04-1 Budget GENERAL****C04-1-A Budget GENERAL Compte de gestion 2022**

Le compte de gestion présente les opérations budgétaires en dépenses et en recettes de façon analogue à celle du compte administratif. A la clôture de l'exercice 2022 le compte de gestion présente :

Un résultat de fonctionnement de	1 150 041.97 €
Un résultat d'investissement de	- 925 737.38 €
Soit un résultat total de	224 304.59 €

**Vote du Conseil :**

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

**C04-1-B Budget GENERAL Compte administratif 2022**

Il est constaté la concordance du compte administratif avec le compte de gestion 2022.

**FONCTIONNEMENT**

Dépenses	4 276 102.66 €
Recettes	5 426 144.63 €
dont report excédent 2021	802 578.54 €
<b>Excédent</b>	<b>1 150 041.97 €</b>

**INVESTISSEMENT**

Dépenses	2 115 175.39 €
dont report déficit 2021	- 287 382.84 €
Recettes	1 189 438.01 €
<b>Déficit</b>	<b>- 925 737.38 €</b>

**RESTES A REALISER INVESTISSEMENT**

Dépenses	935 615.57 €
Recettes	1 530 518.00 €
<b>Excédent</b>	<b>594 902.43 €</b>

## BALANCE GENERALE 2022

Envoyé en préfecture le 11/05/2023

Reçu en préfecture le 11/05/2023

819 Publié le :



ID : 025-212500474-20230504-D02\_2023-DE

### Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

#### C04-1-C Budget GENERAL Affectation de résultats 2022

Il est proposé d'affecter les résultats 2022 de la manière suivante :

- Affectation au compte « 1068 excédent de fonctionnement capitalisé » la somme de 330 834.95 € en couverture du déficit des investissements (594 902.43 – 925 737.38)

- Le solde soit 819 207.02 € (1 150 041.97 – 330 834.95) sera repris au compte 002 « excédent de fonctionnement reporté »

### Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

#### C04-2 Budget ASSAINISSEMENT

##### C04-2-A Budget ASSAINISSEMENT Compte de gestion 2022

Le compte de gestion présente les opérations budgétaires en dépenses et en recettes de façon analogue à celle du compte administratif. A la clôture de l'exercice 2022 le compte de gestion présente :

Un résultat de fonctionnement de	320 203.67 €
Un résultat d'investissement de	2 946 595.26 €
Soit un résultat total de	3 266 798.93 €

### Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

##### C04-2-B Budget ASSAINISSEMENT Compte administratif 2022

Il est constaté la concordance du compte administratif avec le compte de gestion 2022.

#### FONCTIONNEMENT

Dépenses	450 943.30 €
Recettes	771 146.97 €
<i>Dont report excédent 2021</i>	205 884.19 €
<b>Excédent</b>	<b>320 203.67 €</b>

#### INVESTISSEMENT

Dépenses	693 292.53 €
Recettes	3 639 887.79 €
<i>Dont report excédent 2021</i>	3 396 658.69 €
<b>Excédent</b>	<b>2 946 595.26 €</b>
<b>BALANCE GENERALE 2022</b>	<b>3 266 798.93 €</b>

### Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

#### C04-3 Budget EAU

##### C04-3-A Budget EAU Compte de gestion 2022

Le compte de gestion présente les opérations budgétaires en dépenses et en recettes de façon analogue à celle du compte administratif. A la clôture de l'exercice 2022 le compte de gestion présente :

Un résultat de fonctionnement de	96 034.75 €
Un résultat d'investissement de	- 151 978.31 €
Soit un résultat total de	- 55 943.56 €

### Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

##### C04-3-B Budget EAU Compte administratif 2022

Il est constaté la concordance du compte administratif avec le compte de gestion 2022.

#### FONCTIONNEMENT

Dépenses	80 316.36 €
Recettes	176 351.11 €
<i>dont report excédent 2021</i>	55 032.33 €
<b>Excédent</b>	<b>96 034.75 €</b>

#### INVESTISSEMENT

Dépenses	292 522.87 €
<i>dont report déficit 2021</i>	8 644.43 €
Recettes	140 544.56 €
<b>Déficit</b>	<b>- 151 978.31 €</b>

#### RESTES A REALISER INVESTISSEMENT

Dépenses	37 762.47 €
Recettes	0.00 €
<b>Solde RAR</b>	<b>- 37 762.47 €</b>

#### BALANCE GENERALE 2022

**- 93 706.03 €**



**Vote du Conseil :****Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0****C04-3-C Budget EAU Affectation de résultats 2022**

Il est proposé d'affecter les résultats 2022 de la manière suivante :

- Affectation au compte « 1068 excédent de fonctionnement capitalisé » la somme de 96 034.75 € en couverture partielle du déficit des investissements (151 978.31+ 37762.47)

**Vote du Conseil : Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0****C04-4 Budget COMPLEXE TOURISTIQUE****C04-4-A COMPLEXE TOURISTIQUE Compte de gestion 2022**

Le compte de gestion présente les opérations budgétaires en dépenses et en recettes de façon analogue à celle du compte administratif. A la clôture de l'exercice 2022 le compte de gestion présente :

Un résultat de fonctionnement de	92 161.73 €
Un résultat d'investissement de	- 89 375.95 €
Soit un résultat total de	2 785.78 €

**Vote du Conseil :****Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0****C04-4-B COMPLEXE TOURISTIQUE Compte administratif 2022**

Il est constaté la concordance du compte administratif avec le compte de gestion 2022.

**FONCTIONNEMENT**

Dépenses	147 429.36 €
Recettes	239 591.09 €
<b>Excédent</b>	<b>92 161.73 €</b>

**INVESTISSEMENT**

Dépenses	322 593.35 €
<i>Dont report déficit 2021</i>	200 536.01 €
Recettes	233 217.40 €
<b>Déficit</b>	<b>- 89 375.95 €</b>

**BALANCE GENERALE 2022****2 785.78 €****Vote du Conseil :****Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0****C04-4-C COMPLEXE TOURISTIQUE Affectation de résultats 2022**

Il est proposé d'affecter les résultats 2022 de la manière suivante :

- Affectation au compte « 1068 excédent de fonctionnement capitalisé » la somme de 89 375.95 € en couverture du déficit d'investissement

- Le solde soit 2 785.78 € (92 161.73 – 89 375.95) sera repris au compte 002 « excédent de fonctionnement reporté ».

**Vote du Conseil :****Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0****C04-5 Budget FORET****C04-5-A Budget FORET Compte de gestion 2022**

Le compte de gestion présente les opérations budgétaires en dépenses et en recettes de façon analogue à celle du compte administratif. A la clôture de l'exercice 2022 le compte de gestion présente :

Un résultat de fonctionnement de	220 987.01 €
Un résultat d'investissement de	- 57 632.13 €
Soit un résultat total de	163 354.88 €

**Vote du Conseil :****Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0****C04-5-B Budget FORET Compte administratif 2022**

Il est constaté la concordance du compte administratif avec le compte de gestion 2022.

**FONCTIONNEMENT**

Dépenses	185 383.88 €
Recettes	406 370.89 €
<i>dont report excédent 2021</i>	129 384.97 €
<b>Excédent</b>	<b>220 987.01 €</b>

**INVESTISSEMENT**

Dépenses	132 541.40 €
<i>Dont report déficit 2021</i>	11 083.54 €
Recettes	74 909.27 €
<b>Déficit</b>	<b>- 57 632.13 €</b>

**RESTES A REALISER INVESTISSEMENT**

Dépenses	320 011.90 €
Recettes	360 000.00 €

**BALANCE GENERALE 2022****203 342,98 €****Vote du Conseil :****Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0****C04-5-C Budget FORET Affectation de résultats 2022**

Il est proposé d'affecter les résultats 2022 de la manière suivante :

- Affectation au compte « 1068 excédent de fonctionnement capitalisé » la somme de 17 644.03 € en couverture du déficit des investissements (- 57 632.13 + 39 988.10)

- Le solde soit 203 342.98 € (220 987.01 - 17 644.03) sera repris au compte 002 « excédent de fonctionnement reporté »

**Vote du Conseil :****Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0****C04-6 Budget CHAUFFERIE de MI-COUR****C04-6-A CHAUFFERIE de MI-COUR Compte de gestion 2022**

Le compte de gestion présente les opérations budgétaires en dépenses et en recettes de façon analogue à celle du compte administratif. A la clôture de l'exercice 2022 le compte de gestion présente :

Un résultat de fonctionnement de	- 2 538.39 €
Un résultat d'investissement de	- 8 332.40 €
Soit un résultat total de	- 10 870.79 €

**Vote du Conseil :****Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0****C04-6-B CHAUFFERIE de MI-COUR Compte administratif 2022**

Il est constaté la concordance du compte administratif avec le compte de gestion 2022.

**FONCTIONNEMENT**

Dépenses	12 172.79 €
Recettes	9 634.40 €
dont report excédent 2021	134.96 €
<b>Déficit</b>	<b>- 2 538.39 €</b>

**INVESTISSEMENT**

Dépenses	27 756.68 €
Recettes	19 424.28 €
<b>Déficit</b>	<b>- 8 332.40 €</b>

**BALANCE GENERALE 2022****- 10 870.79 €****Vote du Conseil :****Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0****C04-6-C CHAUFFERIE de MI-COUR Affectation de résultats 2022**

Les résultats 2022 seront reportés de la manière suivante :

- Report du déficit d'investissement de 8 332.40 € au chapitre D 001

- Report du déficit de fonctionnement de 2 538.39 au chapitre D 002

**Vote du Conseil :****Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0****C04-7 Budget CINEMA****C04-7-A Budget CINEMA Compte de gestion 2022**

Le compte de gestion présente les opérations budgétaires en dépenses et en recettes de façon analogue à celle du compte administratif.

A la clôture de l'exercice 2022 le compte de gestion présente :

Un résultat de fonctionnement de	19 508.27 €
Un résultat d'investissement de	0.00 €
Soit un résultat total de	19 508.27 €

**Vote du Conseil :****Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0****C04-7-B Budget CINEMA Compte administratif 2022**

Il est constaté la concordance du compte administratif avec le compte de gestion 2022

**FONCTIONNEMENT**

Dépenses	535.00 €
Recettes	20 043.27 €
dont report excédent 2021	6 900.00 €
<b>Excédent</b>	<b>19 508.27 €</b>

**INVESTISSEMENT**

Dépenses	0 €
Recettes	0 €



**BALANCE GENERALE 2022**19 508 27 €  
ID : 025-212500474-20230504-D02\_2023-DE**Vote du Conseil :****Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0****C04-7-C Budget CINEMA Affectation de résultats 2022**

Il est proposé d'affecter les résultats 2022 de la manière suivante :

- Reprise au compte 002 « excédent de fonctionnement reporté » la somme de 19 508.27 €

**Vote du Conseil :****Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0****C05-2023 Fongibilité des crédits 2023 : Délégation à l'exécutif la possibilité de mouvements de crédits de chapitre à chapitre**

Par délibération n°108/2022 du 15 novembre 2022, le conseil municipal a décidé d'appliquer la nomenclature M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Le référentiel M57 permet plus de souplesse budgétaire puisqu'elle offre la possibilité au Conseil municipal de déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections conformément à l'article L.5217-10-6 du CGCT. Cet aménagement permet ainsi d'amender si besoin la répartition des crédits budgétaire entre chaque chapitre budgétaire (chapitres budgétaires classiques et chapitres opération) afin d'ajuster au plus près les crédits aux besoins en cours d'exécution du budget sans avoir recours de manière systématique à une délibération budgétaire.

Cette disposition permet une plus grande liberté de gestion et permet d'agir dans une certaine mesure sans attendre le vote d'une décision modificative par l'assemblée délibérante pour modifier la répartition des crédits.

Dans le cas de cette délégation, le conseil municipal est informé de chaque virement de crédit lors de sa plus proche séance.

**Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.**

**Vote du Conseil :****Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0****C06-2023 Budget GENERAL - Fixation des durées d'amortissement des immobilisations**

Conformément aux dispositions de l'article R2321-1 du CGCT, l'amortissement des immobilisations est obligatoire pour les collectivités dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants. Par délibération n°108/2022 du 15 novembre 2022, le conseil municipal a décidé d'appliquer la nomenclature M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour tous les budgets gérés en M14 au 31/12/2022. L'instruction budgétaire et comptable M57 pose pour principe le caractère obligatoire de l'amortissement. Il est calculé pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata temporis. La méthode d'amortissement utilisée est la méthode linéaire.

Catégorie de bien	Durée d'amortissement
<b>BIENS DE FAIBLE VALEUR - INFÉRIEURE À 500 EUROS</b>	<b>1 an</b>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :</b>	
Documents d'urbanisme (article 202)	<b>5 ans</b>
Frais d'études non suivis de réalisation (article 2031)	<b>5 ans</b>
Subventions d'équipement versées (articles 204)	
- Sur biens mobiliers, matériel et études	<b>5 ans</b>
- Sur biens immobiliers ou installations	<b>15 ans</b>
- Sur biens immobiliers (suite à cession à l'€ symbolique)	<b>30 ans</b>
Concessions et droits similaires, licences, logiciels etc (article 205)	<b>3 ans</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES :</b>	
<b>Installations, matériels et outillage techniques (215) :</b>	
Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile (21568)	<b>10 ans</b>
Matériel et outillage technique :	
- Matériel roulant (article 215731) matériel d'occasion	<b>8 ans</b>
- Matériel roulant (article 215731) matériels neufs	<b>15 ans</b>
- Autre matériel et outillage de voirie (article 215738)	<b>10 ans</b>
- Autre matériel technique (article 21578)	<b>10 ans</b>
Autres installations, matériel et outillage techniques (article 2158)	<b>5 ans</b>
<b>Autres immobilisations corporelles (218) :</b>	
Installations générales, agencements et aménagements divers (2181)	<b>15 ans</b>
Matériel de transport (article 2182)	
- Autres matériels de transport (Véhicules neufs)	<b>8 ans</b>
- Autres matériels de transport (Véhicules d'occasion)	<b>5 ans</b>
Matériel informatique (article 21838)	<b>3 ans</b>
Matériel de bureau et Mobilier (21848)	<b>10 ans</b>
Matériel de téléphonie (2185)	<b>3 ans</b>



Dans le cadre d'une cession à l'Euro symbolique d'un bien immobilier, la durée d'amortissement de la subvention d'équipement en nature imputée au compte 2044 sera de 30 ans et selon l'article R2321-1 du CGCT, l'amortissement de la subvention constatée au moment du transfert à titre gratuit sera neutralisé chaque année jusqu'à l'amortissement total.

**Il est proposé à l'assemblée délibérante de fixer la durée d'amortissement de chaque catégorie de bien acquis à compter du 01/01/2023 selon le tableau ci-dessus.**

**Vote du Conseil :**

**Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0**

## C07-2023 Budget GENERAL – Création d'une AP/CP – Travaux d'aménagement des espaces publics historique

Conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des Collectivités Territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP). La procédure des AP/CP pour les crédits de la section d'investissement est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. Elle vise à planifier et favoriser la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité.

Les AP (Autorisations de Programme) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les CP (Crédits de Paiement) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des Autorisations de Programme.

Le budget de l'année N ne tient compte que des CP de l'année.

Cette procédure permet à la commune de ne pas faire supporter au budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle mais seulement les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Dans le cadre des aménagements des espaces publics des places de l'Abbaye, de la République, du Gal de Gaulle et de la Loi, le montant prévisionnel de l'opération pour les tranches ferme et optionnelle 1 s'élève à 2 500 000 € TTC pour une réalisation envisagée de 2023 à 2026.

**Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser :**

- **La création de l'AP/CP n°APCP-01 pour un montant de 2 500 000 € TTC**
- **La répartition des crédits de paiement selon l'échéancier ci-dessous**

Pour information, les crédits de paiements 2023 seront inscrits au Budget primitif 2023.

N° AP	Budget/N° d'opération/Libellé	Montant de l'AP € TTC	Crédits de Paiement (CP) € TTC			
			2023	2024	2025	2026
APCP-01	Budget GENERAL					
	Opération N°657 - Aménagement espaces publics Places					
	Abbaye-République-De Gaulle-Loi					
	TF - Place de Abbaye passage Tanconville					
	T01 - Places République De Gaulle Loi					
TOTAL AP/CP		2 500 000.00	250 000.00	600 000.00	850 000.00	800 000.00

### FINANCEMENT

Subventions	1 275 000.00
FCTVA	410 000.00
Recettes diverses	0.00
Autofinancement	81 000.00
Emprunt	734 000.00
TOTAL FINANCEMENT	2 500 000.00

Monsieur Jean-Marc VUILLEMIN demande pourquoi sur les travaux programmés sur le parking de la Gare ne sont pas intégrés dans cette AP/CP. Monsieur le Maire lui répond que ces travaux ne font pas partie de ce programme d'investissement dédié aux aménagements des places et espaces du centre-ville mais d'un autre programme spécifique.

**Vote du Conseil :**

**Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0**

## C08-2023 Budget GENERAL – Création d'une AP/CP – Maison des sports

Conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des Collectivités Territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP). La procédure des AP/CP pour les crédits de la section d'investissement est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. Elle vise à planifier et favoriser la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité.

Les AP (Autorisations de Programme) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année. Les CP (Crédits de Paiement) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des Autorisations de Programme. Le budget de l'année N ne tient compte que des CP de l'année. Cette procédure permet à la commune de ne pas faire supporter au budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle mais seulement les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Vu la délibération n°E08/2022 du 9 juin 2022 approuvant le plan de financement des travaux de la Maison des sports et à la suite de l'étude d'optimisation des espaces et équipements sportifs communaux, il a été décidé de réhabiliter la maison d'habitation rue du stade afin de répondre aux besoins en termes de vestiaires, bureaux, espaces de rangement et clubhouse. Le montant prévisionnel de l'opération s'élève à 1 062 000 € TTC pour une réalisation envisagée de 2023 à 2025.

**Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser :**

- **La création de l'AP/CP n°APCP-02 pour un montant de 1 062 000 € TTC**
- **La répartition des crédits de paiement selon l'échéancier ci-dessous**

Pour information, les crédits de paiements 2023 seront inscrits au Budget primitif 2023.



Envoyé en préfecture le 11/05/2023

Reçu en préfecture le 11/05/2023

Publié le **Crédits de Paiement (CP) € TTC**  
ID : 025-212500474-20230504-D02\_2023-DE

N° AP	Budget/N° d'opération/Libellé	Montant de € TTC			
APCP-02	Budget GENERAL Opération N°658 Maison des Sports				
TOTAL AP/CP		1 062 000.00	200 000.00	600 000.00	262 000.00

#### FINANCEMENT

Subventions	704 000.00
FCTVA	174 000.00
Recettes diverses	0.00
Autofinancement	18 000.00
Emprunt	166 000.00
TOTAL FINANCEMENT	1 062 000.00

#### Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

#### C09-2023 Budget GENERAL – Création d'une AP/CP – Travaux de restauration de l'Eglise St Martin

Conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des Collectivités Territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP). La procédure des AP/CP pour les crédits de la section d'investissement est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. Elle vise à planifier et favoriser la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité.

Les AP (Autorisations de Programme) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année. Les CP (Crédits de Paiement) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des Autorisations de Programme. Le budget de l'année N ne tient compte que des CP de l'année.

Cette procédure permet à la commune de ne pas faire supporter au budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle mais seulement les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Vu la délibération N° E11/2021 du 27 mai 2021 approuvant le plan de financement des travaux de restauration de l'Eglise, et à la suite du diagnostic de l'état sanitaire de l'Eglise Saint Martin réalisé par le cabinet d'architecture AF Trait d'architecture, il est préconisé de réaliser une opération globale de travaux en 5 tranches qui seront affermies au fur et à mesure des années.

#### Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser :

- La création de l'AP/CP n°APCP-03 pour un montant de 3 000 000 € TTC correspondant à l'ensemble des tranches
- La répartition des crédits de paiement selon l'échéancier ci-dessous

Pour information, les crédits de paiements 2023 seront inscrits au Budget primitif 2023.

N° AP	Budget/N° d'opération/Libellé	Montant de l'AP € TTC	Crédits de Paiement (CP) € TTC			
			2023	2024	2025	Phasages ultérieurs
APCP-03	Budget GENERAL Opération N°660 Restauration Eglise Saint Martin Tranche Ferme Nef et travaux divers Tranche optionnelle 1 Avant corps nord et sud Tranche optionnelle 2 Bas côté sud et sacristie Tranche optionnelle 3 Bas côté nord et chaufferie Tranche optionnelle 4 Travaux du clocher (hors reconstruction)					
TOTAL AP/CP		3 000 000.00	100 000.00	300 000.00	400 000.00	2 200 000.00

#### FINANCEMENT

Subventions	1 105 000.00
FCTVA	492 000.00
Autres (emprunt, autofinancement, autres subventions...)	1 403 000.00
TOTAL FINANCEMENT	3 000 000.00

Monsieur Frédéric SERGENT demande si le montant des 3 000 000 € est estimatif.

Monsieur Christian BASSENNE répond qu'effectivement ce sont des prévisions.

Monsieur le Maire rappelle qu'une AMO a été réalisée, et que le cabinet d'architecte a proposé une bonne vision d'ensemble. Il ajoute qu'une seule tranche sera exécutée probablement sur ce mandat au regard du plan pluriannuel d'investissement : il s'agit de celle concernant la sécurisation/reconstruction de la toiture. Le travail effectué sur les futures tranches permet d'avoir une vraie visibilité sur les travaux à engager par la suite. Les élus des prochains mandats aviseront des suites à donner, en fonction des moyens et finances de la commune.

#### Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

#### C10-2023 BUDGET EAU – Révision de l'autorisation de programme n° EAU-01 Création et renouvellement de canalisations

Par délibération n° H04/2022 du 18 octobre 2022, le conseil municipal a autorisé la création de l'Autorisation de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) pour un montant total de 705 000 € TTC correspondant aux travaux de création et de

renouvellement de canalisations en eau potable des places de l'Abbaye, République et rue du Stand.

A la suite du transfert de la compétence Assainissement à la CCDB, la répartition des travaux entre les budgets Assainissement et Eau a été affinée.

Il s'agit donc de réviser le montant de l'AP n°EAU-01 à 891 000 € TTC et de répartir les crédits de paiement selon l'échéancier ci-dessous :

N° AP	Budget/N° d'opération/Libellé	Montant de l'AP € TTC	Crédits de Paiement (CP) € TTC			
			2023	2024	2025	2026
EAU-01	Budget EAU					
	Opération n°EAU22-01					
	Places de l'Abbaye et République	303 000.00	150 000.00	153 000.00		
	Rues Besançon et Pergaud	344 400.00			100 000.00	244 400.00
	Rue du Stand	243 600.00	243 600.00			
TOTAL AP/CP		891 000.00	393 600.00	153 000.00	100 000.00	244 400.00

#### FINANCEMENT

Subventions	80 000.00
Récupération de la TVA	148 000.00
Recettes diverses	0.00
Autofinancement	50 000.00
Emprunt	613 000.00
TOTAL FINANCEMENT	891 000.00

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser la révision de l'AP/CP n°EAU-01 et de porter son montant à 891 000 € TTC. Les crédits de paiement de l'année 2023, pour un montant de 393 600 € seront prévus au Budget Primitif 2023.

#### Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

#### C11-2023 Vote des taux des Impôts Directs Locaux 2023

Conformément à l'article 1639 A du code général des impôts (CGI), chaque année, le conseil municipal doit déterminer les taux de fiscalité directe locale applicable à leurs contribuables avant le 15 avril de l'année en cours.

L'état 1259 comporte les bases prévisionnelles, les produits prévisionnels de référence, les allocations compensatrices et les mécanismes d'équilibre des réformes fiscales.

Pour rappel, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Dans le cadre de cette réforme, le taux de taxe d'habitation a été gelé pour l'ensemble des collectivités entre 2020 et 2022 et les collectivités ne se prononçaient plus sur le vote de ce taux.

A compter de 2023, les collectivités doivent à nouveau se prononcer sur un taux de taxe d'habitation. Celui-ci sera applicable aux résidences secondaires, aux locaux meublés non affectés à l'habitation principale et, sur délibération, aux logements vacants depuis plus de deux ans.

Il est proposé au Conseil de fixer les taux communaux pour l'année 2023 comme suit :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) : 29.24 %
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) : 39.08 %
- Taxe d'habitation (TH) : 12.85 %

#### Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

#### C12-2023 Adoption des budgets primitifs 2023

##### C12-1 Budget primitif GENERAL

Le budget est présenté à la norme M57 par nature et par fonction.

Il est voté avec reprise des résultats, par chapitre en fonctionnement et par chapitre avec opérations en investissement.

#### FONCTIONNEMENT

Dépenses	4 683 198.00 €
Recettes	5 436 337.02 €
Dont report excédent 2022	819 207.02 €
Soit un sur équilibre de	753 139.02 €

#### INVESTISSEMENT

Dépenses	4 955 110.95 €
Dont restes à réaliser 2022	935 615.57 €
Dont report déficit 2022	925 737.38 €
Recettes	4 955 110.95 €
Dont affectation	330 834.95 €
Dont restes à réaliser 2022	1 530 518.00 €

#### Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

#### C12-2 Budget primitif EAU



Le budget est présenté à la norme M49. Il est voté avec reprise des résultats, par chapitre en fonctionnement et par chapitre en investissement.

#### FONCTIONNEMENT

Dépenses	144 300.00 €
Recettes	152 700.00 €
Soit un suréquilibre de	8 400.00 €

#### INVESTISSEMENT

Dépenses	756 685.78 €
Dont restes à réaliser 2022	37 762.47 €
Dont report déficit 2022	151 978.31 €
Recettes	756 685.78 €
Dont affectation	96 034.75 €

Monsieur Frédéric SERGENT demande pourquoi l'eau pluviale n'est pas incluse sur le budget assainissement. Monsieur Julien BOILLLOT lui répond que c'est la loi et que cette compétence reste à la charge des communes. Monsieur Jean-Claude MAURICE précise que concernant le transfert de l'eau, toute la partie défense incendie ne sera pas transférée. Monsieur Florian CORDIER demande si des gros investissements de forage seront à prévoir pour permettre la ressource en eau. Monsieur le Maire annonce qu'un nouveau captage d'eau est prévu au budget. Monsieur Florian CORDIER demande si une obligation de s'équiper en cuves de récupération sera demandée. Monsieur le Maire répond que la réglementation sur la réutilisation des eaux de pluie pourrait évoluer prochainement. Monsieur Frédéric SERGENT indique que l'eau est une problématique complexe, aussi bien au sujet de la quantité que de la qualité. Monsieur Julien BOILLLOT informe les Elus qu'il y a eu une réunion avec l'ARS mi-mars suite au problème sur le puits n°1. L'ARS et l'Agence de l'eau préconisent de réaliser des prospections pour les futurs puits de captage.

#### Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

#### C12-3 Budget primitif COMPLEXE TOURISTIQUE

Le budget est présenté à la norme M4. Il est assujéti à la TVA et donc présenté HT. Il est voté avec reprise des résultats, par chapitre en fonctionnement et en investissement.

#### FONCTIONNEMENT

Dépenses	155 111.00 €
Recettes	155 111.78 €
Dont report excédent 2022	2 785.78 €

#### INVESTISSEMENT

Dépenses	138 925.95 €
Dont report déficit 2022	89 375.95 €
Recettes	205 196.95 €
Dont affectation	89 375.95 €

Monsieur Christian BASSENNE rappelle que de gros investissements sont nécessaires (modernisation, installation de climatiseurs...). Il faudra pour cela rechercher des financements. Une commission sera programmée en avril.

#### Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

#### C12-4 Budget primitif FORET

Le budget est présenté à la norme M57. Il est assujéti à la TVA et donc présenté HT. Il est voté avec reprise des résultats, par chapitre en fonctionnement et en investissement.

#### FONCTIONNEMENT

Dépenses	229 473.00 €
Recettes	382 245.98 €
Dont report excédent 2022	203 342.98 €
Soit un suréquilibre de	152 772.98 €

#### INVESTISSEMENT

Dépenses	464 331.03 €
Dont report déficit 2022	57 632.13 €
Dont restes à réaliser 2022	320 011.90 €
Recettes	464 331.03 €
Dont affectation	17 644.03 €
Dont restes à réaliser 2022	360 000.00 €

Monsieur le Maire est autorisé à signer l'ensemble des contrats et programmes de travaux dans la limite des prévisions budgétaires sans autre délibération.

**Vote du Conseil :**

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

**C12-5 Budget primitif CHAUFFERIE de MI-COUR**

Le budget est présenté à la norme M4. Il est assujéti à la TVA et donc présenté HT.  
 Il est voté avec reprise des résultats, par chapitre en fonctionnement et en investissement.

**FONCTIONNEMENT**

Dépenses	20 978.79 €
Dont report déficit 2022	2 538.39 €
Recettes	21 303.00 €

**INVESTISSEMENT**

Dépenses	17 399.40 €
Dont report déficit 2022	8 332.40 €
Recettes	17 399.40 €

**Vote du Conseil :**

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

**C12-6 Budget primitif CINEMA**

Le budget est présenté à la norme M4. Il est assujéti à la TVA et donc présenté HT.  
 Il est voté par chapitre en fonctionnement et en investissement.

**FONCTIONNEMENT**

Dépenses	4 003.00 €
Recettes	32 311.27 €
Dont report excédent 2022	19 508.27 €

**Vote du Conseil :**

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

**C13-2023 Autorisation au comptable de régularisation d'écritures**

En 2015 par décision modificative N°2 du 17 décembre, il a été procédé à la réintégration du résultat du budget OPAH à la suite de sa dissolution pour la somme de 9 973.17 €.

Le budget de l'OPAH comportait une anomalie qui a été transférée dans le budget communal lors de l'intégration des comptes du budget OPAH. Le comptable demande l'autorisation de procéder aux écritures de régularisation suivantes : Débit du compte 4581 et Crédit du compte 1068 pour le montant de 9 973.17 €.

Ces écritures sont non budgétaires, elles n'ont aucune incidence sur le résultat du budget général.

**Vote du Conseil :**

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

**C14-2023 Révision des tarifs communaux – mise à disposition du domaine public**

La Ville de Baume les Dames dispose de plusieurs surfaces à ciel ouvert à ce jour non utilisés et pour lesquels plusieurs activités ont demandé une mise à disposition temporaire. En tenant compte des emplacements actuels et du prix moyen des espaces loués à ce jour, ainsi que de l'état des bâtiments, il convient définir un tarif de mise à disposition des espaces de stockage à ciel ouvert comme suit. Il est à considérer que les espaces n'étant pas fermés ni sécurisés, le risque de dégradation ou de vol seront à la charge du locataire.

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter ces tarifs et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents permettant le recouvrement de ces sommes dès que les marchés afférents auront été passés.

**CIMETIERE**

Concession pleine terre	15 ans	30 ans
1 - 2 personnes	100.00 €	180.00 €
Renouvellement	100.00 €	180.00 €
Caveau	15 ans	30 ans
Caveau réalisé par la Ville		
Concession 2 - 3 personnes	2 000 €	2 500 €
Renouvellement Concession 2 - 3 personnes	300 €	500 €
Concession 4 - 6 personnes	3 500 €	4 000 €
Renouvellement Concession 4 - 6 personnes	500 €	900 €
Columbarium	15 ans	30 ans
Nouvelle concession	1 000.00 €	1 300.00 €
Renouvellement case columbarium Type A (mur)	300.00 €	400.00 €
Renouvellement case columbarium Type B (colonne)	800.00 €	1 200.00 €
Cavurne	15 ans	30 ans



Cavurne réalisé par la Ville	Publié le	
Nouvelle concession	ID : 025-212500474-20230504-D02_2023-DE	
Renouvellement cavurne	300 €	300 €
Taxes funéraires		Montant
Taxe de superposition du corps (pour toute inhumation supplémentaire au contrat de concession)		Exonération

Enfant de 0 à 3 ans	30 ans
Achat concession pleine terre taille enfant	Exonération
Renouvellement concession pleine terre taille enfant	Exonération
Dispersion des cendres au Jardin du Souvenir	Gratuit

**DROITS DE PLACE**

	OBJET	TARIFS
Foire à la demi-journée	Le Mètre linéaire	1.50 €
	Le véhicule alimentaire	20.00 €
Foire à la journée	Le Mètre linéaire	2.00 €
	Le véhicule alimentaire	30.00 €
Abonnement annuel du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre (11 foires à la demi-journée + 1 foire annuelle)	Le Mètre linéaire	15€
	Le véhicule alimentaire	200 €
Cirque place Jean Ferrat inférieur à 500 m <sup>2</sup>		100.00 €
Cirque place Jean Ferrat supérieur à 500 m <sup>2</sup>		150.00 €
Frais de nettoyage pour cirque supérieur à 500 m <sup>2</sup>		80.00 €
Camion outillage		100.00 € / jour
Marché de Noël à l'Abbaye		25.00 €

**COMMUNICATION COMMUNALE**• **STRUCTURE A BANDEROLES**

COMMUNICANT	TARIFS
Association baumoise (sans limitation dans la durée ni dans le nombre d'appositions)	gratuit
Entreprise baumoise	gratuit pour 1 semaine/an et au-delà 50 €/semaine (dans la limite de 3 par an sauf si disponibilités)
Entreprise baumoise adhérente à l'association Baume Bienvenue	gratuit pour 1 semaine/an et au-delà 30 €/semaine (dans la limite de 3 par an sauf si disponibilités)
Entreprise extérieure	100 €/semaine limité à 1 semaine/an
Association extérieure	50€/semaine limité à 1 semaine/an

Ordre de priorité d'affichage :

- association ou entreprise baumoise : suivant date de la demande sinon association baumoise puis entreprise baumoise,
- entreprise extérieure,
- association extérieure.

• **SIGNALETIQUE DIRECTIONNELLE**

Les commerces et établissements souhaitant louer une lamelle sur les panneaux directionnels devront participer aux frais selon le tarif suivant : 50 € par an par lamelle.

**PARKING BUS ET POIDS LOURDS**

DUREE	TARIFS
Pour un an	350.00 €
Pour un semestre	250.00 €
Pour un trimestre	180.00 €
Pour un mois	70.00 €
Non restitution de la clé	15.00 €

A compter de la location d'une troisième place de stationnement et au-delà au bénéfice d'une même entreprise, le tarif annuel est fixé à 200 € par an pour chaque place louée.

**MUSEE**

CATEGORIE	
Adulte	3.00 €
Groupe	2.50 €
Enfant	1.50 €

**SPECTACLES**

TICKET	TARIFS
Ticket Jaune	2.00 €
Ticket Orange	5.00 €
Ticket Rouge	8.00 €
Ticket Violet	10.00 €
Ticket Blanc	15.00 €
Ticket Bleu	20.00€
Ticket Rose (- 14 ans et invitations)	exonéré

Préventes aux mêmes tarifs que les tickets sur place.

**CAUTION CONTRE REMISE DE CLES**

ACCES AUX ESPACES COMMUNAUX FERMES PAR DES BARRIERES	TARIFS
Caution pour chaque remise de clé	50.00 €
Non restitution de la clé	50.00 €
Perte du cadenas	200.00 €

**FRAIS DE GARDIENNAGE DES EGLISES**

EGLISES	TARIFS
Eglise Saint Martin	340.00 €
Eglise Pierre et Paul	180.00 €

**LOCATIONS**

- SALLES MUNICIPALES**

DEMANDEUR	TARIFS
Collectivités, Etat, établissements publics et syndicats mixtes, associations et réunions à but non lucratif, ayant leur siège social à Baume les Dames	Gratuit
Gestion d'immeubles : syndics bénévoles	Gratuit
Demi-journée ou soirée	40.00 €
Journée	60.00 €
Entreprise / auto-entrepreneur ayant leur siège social à Baume les Dames ou non, Collectivités, Etat, établissements publics et syndicats mixtes, associations n'ayant pas leur siège social à Baume les Dames : utilisation de créneaux réguliers pour proposer une activité de loisirs --> Tarif calculé sur 4 semaines par mois et 10 mois par an. Pas de réduction si pas d'utilisation pendant les petites et grandes vacances scolaires, ni lorsque l'utilisation commence en cours d'année. Paieement en début d'année scolaire (réservation de septembre à août).	Tarif horaire : 4€

Les locations ayant débuté avant le vote de ces tarifs conservent le tarif initial jusqu'au mois d'août 2023.

- ABBAYE**

DEMANDEUR	TARIFS
- Collectivités, Etat, établissements publics et syndicats mixtes, associations et réunions <u>si événement gratuit (pour les exposants et les visiteurs) sans buvette, sans vente.</u> - Evénement à but caritatif	Gratuit



Envoyé en préfecture le 11/05/2023

Reçu en préfecture le 11/05/2023

Publié le : **estivale du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre**

ID : 025-212500474-20230504-D02\_2023-DE50 €

Forfait semaine + week-end (7 jours) : 100 €

Période hivernale (du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars) :

Forfait week-end (2 ou 3 jours) : 100 €

Forfait semaine + week-end (7 jours) : 200 €

Collectivités, Etat, établissements publics et syndicats mixtes, associations et réunions <b>si événement payant (frais de location d'emplacements pour les exposants / entrée payante pour les visiteurs / mise en place d'une buvette / vente sur place...)</b>	
Installation de matériel et rangement par les Services Techniques (tables, chaises, panneaux...)	Forfait par événement : 50€

#### • EQUIPEMENTS SPORTIFS

Pour les associations extérieures à Baume les Dames :

EQUIPEMENT	TARIFS A L'HEURE	TARIFS A LA DEMI-JOURNEE	TARIFS A LA JOURNEE
Gymnase Europe	20.00€	50.00 €	80.00 €
Gymnase Laroche	20.00€	50.00 €	80.00 €
Terrain Synthétique	15.00 €	40.00 €	70.00 €
Terrain de Rugby	10.00 €	25.00 €	40.00 €
Terrain Honneur gazon	Pas de location		
Salle de convivialité	10.00€	25.00€	40.00 €

Toute réservation n'est effective que lorsque la convention de location a été retournée signée et accompagnée du règlement.  
Toute annulation de location dans les 15 jours qui précèdent la date de l'événement entraînera tout de même la facturation (hormis cas de force majeure prévue par la loi).

#### • LOCAUX INDUSTRIELS ET BUREAUX le m²/an

LOCAUX	TARIFS / m² / an	TARIFS / m² / mois
Bureaux en état commun d'entretien	42,00 €	3,50 €
Bureaux et assimilés en bon état	66,00 €	5,50 €
Bureaux et assimilés nécessitant des travaux (type friche)	27,00 €	2,25 €
Ateliers en bon état	35,00 €	2,92 €
Ateliers en état commun	22,80 €	1,90 €
Ateliers nécessitant des travaux (type friche)	18,00 €	1,50 €
Baume industrie (surface moyenne de location 13m², prix moyen calculé en 2023)	54,72 €	4,56 €
Friche Legrand (surface moyenne de location 1647m², prix moyen calculé sur 2021)	6,59 €	0,55 €
Remise de 25% sur ces tarifs pour les Collectivités Territoriales et Associations locales		

#### • GARAGES / STOCKAGE

LOCAUX	TARIFS / an	TARIFS / mois
Garages	360,00 €	30,00 €

ESPACES A CIEL OUVERT €/ m²	TARIFS / m² / an	TARIFS / m² / mois
Lieu de dépôt à ciel ouvert non clôturé	6,00 €	0,50 €
Espaces de stationnement non couvert	9,60 €	0,80 €

#### MEDIATHEQUE

Les tarifs de la Médiathèque pour le Public sont définis par le règlement intérieur :

#### Droits de prêt :

Individuel : 4 livres, 4 revues, 4 CD, pour 4 semaines, 2 DVD pour 2 semaines

Collectivité : 25 documents papier, 5 CD (pas de DVD, diffusion aux groupes interdite) pour 4 semaines.

#### Abonnements :

Abonnements	Baumois	Extérieurs
Adulte, Enfant	5.00€	10.00€
Collectivités, associations, foyers	20.00€	25.00€
Écoles	Gratuit	25.00€

Assistante Maternelle (si la personne a déjà un abonnement personnel payant)	Gratuit (exclusivement albums jeunesse)	Publié le
Carte avantages jeunes	Gratuit	ID : 025-212500474-20230504-D02_2023-DE

#### Divers :

Impression ou photocopie : 0.20€ / feuille pour le Noir & Blanc et 0.40€ / feuille pour la couleur

Carte perdue : 2.00 €. Document perdu ou endommagé : coût du remplacement suivant forfait

Accès Internet : inclus dans l'abonnement. Animation pour une structure extérieure : 36.00€ / heure (temps de préparation inclus)

#### TARIFS DIVERS

Forfait	TARIFS
Impression du dossier Urbanisme	15.00 €
Tarification horaire des agents (nettoyage déchets sauvages, remise en état...)	35.00 €

#### Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

## COMMANDE PUBLIQUE

### C15-2023 Contrat de concession de service public relatif à la gestion de la fourrière automobile

Le Conseil Municipal par délibération en date du 3 mai 2022 a décidé d'approuver le principe de la délégation de service public.

La rémunération du délégataire estimée étant inférieure au seuil européen conformément à l'article R.3126-1 du Code de la Commande Publique, la consultation a été lancée selon la procédure dite « simplifiée ». Cette procédure impose des modalités de mise en concurrence.

Conformément à l'article L.3121-1 du Code de la Commande Publique, une procédure de mise en concurrence a été engagée de la façon suivante :

- Constitution de la commission de délégation des services publics par délibération du conseil municipal en date du 6 juin 2020.

- Approbation du rapport sur le principe de la concession de service public par délibération du conseil municipal en date du 3 mai 2022

- Avis d'appel public à concurrence publié sur la plateforme de dématérialisation [www.achatpublic](http://www.achatpublic) et dans le Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics BOAMP le 6 mai 2022.

Aucune offre n'a été réceptionnée, la procédure a été déclarée infructueuse.

- Nouvel avis d'appel public à concurrence publié sur la plateforme de dématérialisation [www.achatpublic](http://www.achatpublic) et dans le Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics BOAMP le 14 juin 2022.

- Un dossier de candidature et d'offre a été remis à la collectivité pour le 5 juillet 2022 par le candidat SARL MECANO SERVICE FC (25110 AUTECHAUX).

L'offre du candidat a été présentée en commission de délégation de service public le 21 février 2023.

L'autorité exécutive transmet à l'assemblée délibérante le rapport présentant l'analyse de la proposition ainsi que les motifs du choix du candidat retenu et l'économie générale du contrat.

Le choix de l'autorité exécutive se porte sur la SARL MECANO SERVICE FC, candidat qu'elle juge apte à exploiter le service tant en termes financiers que contractuels.

Les raisons de ce choix sont exposées dans le rapport du Maire annexé à la présente.

Le contrat a pour objet la concession de service pour la gestion et l'exploitation de la fourrière automobile. La durée du contrat est de 4 ans.

L'ensemble des informations relatives à la procédure et au projet de contrat sont disponibles dans les pièces jointes :

- rapport de Monsieur le Maire sur le choix du délégataire
- projet de contrat de concession de service public

**Il est proposé au Conseil Municipal de délibérer sur le choix du délégataire, d'approuver les termes du contrat de délégation de service public et d'autoriser le cas échéant M. Le Maire à signer le contrat.**

#### Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

### C16-2023 Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du cinéma – Rue des Juifs Baume les Dames

En application des dispositions de l'article L 1411-4 du Code général des Collectivités Territoriales, les « assemblées délibérantes se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ».

#### PREAMBULE



Actuellement l'exploitation du cinéma est assurée par l'association Ciné Baume public. Le contrat arrivant à échéance le 31 décembre 2023, il convient de se positionner sur les différents modes de gestion envisageables.

## **I – les différents modes de gestion envisageables**

### **1 – La gestion directe**

La collectivité exploite elle-même son service avec son personnel. Elle assure le suivi et l'entretien des installations, la facturation et la gestion clientèle. Elle peut avoir recours à des prestataires de service. La collectivité assure l'entière responsabilité juridique et financière du service.

Si la reprise en régie permet à la collectivité une maîtrise directe, les inconvénients sont nombreux : mise en place d'une régie de recettes, le risque d'exploitation pèse sur la commune, la nécessité d'un budget annexe, le statut des agents de la fonction publique peu souple vis-à-vis des contraintes de ce type d'établissement, nécessité de recruter du personnel qualifié, ....

### **2 – Le marché public**

Le marché public de service est le contrat par lequel une personne publique confie à un prestataire le soin de fournir un service pour lequel il reçoit une rémunération déconnectée des résultats de l'exploitation. Il est donc conclu à titre onéreux. Les prestations fournies par le prestataire retenu sont alors payées par la collectivité. En contrepartie les recettes sont encaissées par la collectivité.

L'intérêt d'un marché public dans le cadre de la gestion et l'exploitation d'un cinéma est limité par le fait :

- qu'un marché public fait l'objet d'une rémunération directement attribuée, non pas par d'éventuels usagers mais par la personne publique contractante
- de l'existence de règles fiscales, budgétaires et administratives opposables aux services publics locaux
- qu'un marché public ne permet pas au titulaire de recouvrer, pour le compte de la personne publique, les redevances versées par les usagers. Il faudrait dans ce cadre que les redevances perçues soient des redevances propres au titulaire mais avec le risque de requalifier la procédure en concession de service public
- que c'est la collectivité qui assume en totalité les risques de l'exploitation de l'équipement.

Compte tenu de l'ensemble de ces contraintes, le recours à une procédure de marché public n'est pas le plus opportun.

### **3 – La gestion déléguée**

Une délégation de service public est un contrat de concession au sens du Code de la Commande Publique, conclu par écrit, par lequel une autorité délégante confie la gestion d'un service public dont elle a la charge à une personne publique ou privée dont la rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service. L'affermage est un type de concession dans laquelle les frais de premier établissement ont été exposés par la collectivité publique. Le fermier reçoit donc les ouvrages déjà réalisés et n'a qu'à assurer la gestion du service et faire l'avance du seul fonds de roulement.

Le recours à la concession de service public permettrait à la Ville de ne pas assumer le risque financier de la gestion de la structure mais elle conserverait un pouvoir de contrôle important des actions menées par le délégataire par le biais des dispositions de la convention de la concession et du rapport annuel remis chaque année par ce dernier.

## **Conclusion sur le mode de gestion à retenir**

Il sera proposé de retenir la concession de service public au vu des éléments suivants :

### Moyens humains et technicité nécessaires

La gestion d'un cinéma requiert des compétences très spécifiques dans les domaines suivants :

- Choix des films ;
- Relations avec les distributeurs et les professionnels du secteur ;
- Projection des films ;
- Animation d'une salle de cinéma ;
- Relations avec les instances publiques de régulation et de soutien aux acteurs du secteur (Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) et Agence pour le Développement Régional du Cinéma (ADRC)) ;
- Évolution technologique des modes de diffusion et de consommation des œuvres cinématographiques.

Pour toutes ces raisons, la reprise en régie de cette activité, représente des contraintes humaines et de technicité que la Collectivité ne peut assumer.

### Intérêt du recours à une gestion déléguée

Le recours à un concessionnaire permet de disposer :

- d'une expertise dans le domaine très spécialisé de l'exploitation d'un cinéma
- d'un opérateur en relation avec les entreprises de distribution ;
- d'un professionnel attentif à l'entretien et à l'état du matériel de projection et de sonorisation, ainsi qu'à l'évolution technologique ;
- d'une gestion administrative et financière compétente vis à vis du fonds de soutien du CNC

### Mode de délégation : la concession de service

La concession de service est le mode de gestion le plus adapté à cette activité.

Le concessionnaire assure, avec ses propres moyens humains, financiers et techniques, l'exploitation du service, et perçoit, de la part des usagers, les produits de l'exploitation, notamment des droits d'entrées auprès des usagers et leurs justifications.

Les recettes liées à cette activité comprennent notamment :

- les droits d'entrées ;
- les recettes de confiseries ;
- les recettes publicitaires ;
- les subventions éventuelles.

Le concessionnaire sera tenu d'avoir un personnel suffisant et qualifié pour assurer la bonne exécution de toutes les opérations qui lui incombent.

Le concessionnaire exploitera le service sous le contrôle de la Ville. Il devra rendre compte de sa gestion, notamment par la remise d'un rapport annuel, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique et à l'article L 1411-3 du Code général des collectivités territoriales.

Des sanctions adaptées à chaque manquement pourront lui être appliquées, le cas échéant.



**II – Présentation des grandes lignes du cahier des charges de la consultation**

**Cadre de la consultation :** Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du cinéma de Baume les Dames, conformément aux articles L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

La concession de service public concerne le patrimoine suivant : locaux situés 14 rue des Juifs, 25110 Baume les Dames, composés de deux salles de projection d'une surface de 155 m<sup>2</sup> (138 places et 2 PMR) et 60 m<sup>2</sup> (40 places et 1 PMR), d'un hall d'accueil, d'une salle de réunion, d'un bureau et de trois sanitaires.

**Principales caractéristiques de l'éventuel futur contrat de concession :****↳ Pour le délégataire :**

Le délégataire devra assurer la gestion, l'animation du cinéma et plus généralement toute mission afférente au bon fonctionnement de celui-ci, ce qui recouvre en particulier et de façon non limitative :

- La gestion, l'exploitation, le développement et l'animation du cinéma ;
- La promotion auprès des usagers potentiels en vue d'une utilisation optimale de cet équipement et l'animation dans le respect des opinions de chacun,
- Le choix et les relations avec les fournisseurs
- la garantie de la gestion du service public du cinéma par la programmation de films classés « art et essai » ou recherche et de films commerciaux permettant d'assurer un nombre optimal d'entrées pour la rentabilité du site ; la programmation doit comprendre par exemple au moins deux films tout public différents chaque semaine,
- la garantie d'assurer l'accompagnement du public scolaire dans sa découverte cinématographique ;
- l'assurance de collaborer aux projets des institutions culturelles départementales, régionales ou nationales ;
- la garantie de programmer un minimum de séances hebdomadaires, avec un objectif minimal de séances annuelles ;
- l'assurance de participer à la demande de la Ville à certains événements locaux initiés par elle moyennant la prise en charge des coûts sous réserve de leur déroulement en dehors des heures habituelles de fonctionnement du cinéma ;
- la garantie d'entretenir en bon état de fonctionnement et réparer les équipements techniques mobiliers et matériels permettant la marche de l'exploitation ainsi que le nettoyage des locaux, la prise en charge des fluides et des contrats de maintenance ;
- Le renouvellement du mobilier, petit matériel, selon les dispositions du cahier des charges,
- Le recrutement et la gestion du personnel ;
- le versement de la redevance d'usage en contrepartie de la mise à disposition du bâtiment ;
- Le paiement des impôts, taxes et droits ;
- La tenue des opérations comptables, recettes et dépenses afférentes au fonctionnement du cinéma, la perception de l'ensemble des produits de l'exploitation, notamment des droits d'entrée auprès des usagers, et leur justification
- la communication de comptes rendus technique et financier ainsi qu'un rapport d'activité et un compte de résultats annuels ;
- la souscription d'une assurance liée au titre d'occupant du bâtiment tout en veillant à la souscription d'une assurance « responsabilité civile ».

**↳ Pour la Ville :**

- la mise à disposition des équipements,
- le suivi et le contrôle du délégataire,
- la validation des tarifs,
- la compensation financière des contraintes particulières de fonctionnement nécessaires pour satisfaire aux exigences du service public,
- les travaux de gros entretien, à l'exception de ce qui est du ressort du délégataire,
- les travaux d'entretien de l'extérieur du bâtiment,
- les visites réglementaires de sécurité,
- la souscription d'une assurance couvrant tous les risques à la charge du propriétaire.

L'équilibre économique du contrat s'établira comme suit :

- le délégataire supportera l'ensemble des risques économiques et financiers liés à l'exploitation du service,
- il se rémunérera auprès des usagers, conformément aux tarifs fixés au contrat de concession et percevra des subventions auprès des organismes pouvant en délivrer,
- le délégataire versera une éventuelle redevance en contrepartie de la mise à disposition du bâtiment,

**Dispositions financières :**

Le contrat pourra stipuler que le délégataire doit verser annuellement un loyer. Cette somme pourra être actualisée annuellement en fonction d'un indice à définir.

Un dépôt de garantie ou une caution peuvent être exigés, représentant un pourcentage du loyer annuel.

**Durée de la convention :**

La durée de la présente concession de service est fixée à 4 ans. Elle prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Il sera ainsi proposé au Conseil Municipal de délibérer sur le principe de la concession permettant d'engager la procédure, étant entendu que le Conseil pourra à tout moment ne pas donner suite à la consultation.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le principe de la concession de service public pour la gestion et l'exploitation du cinéma
- d'approuver les caractéristiques principales du cahier des charges de la consultation énoncées ci-dessus
- d'autoriser Monsieur le Maire à engager une procédure de concession de Service et à lancer l'avis d'appel public à la concurrence tel que défini au Code de la Commande Publique, qui conduira à la désignation de l'exploitant du Cinéma
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes pièces et actes se rapportant au dossier.

**Vote du Conseil :**

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0



Une consultation concernant la fourniture d'un porte-outil, articulé en version désherbage a été réalisée selon une procédure adaptée.

Une variante au marché est prévue :

- Offre de base : matériels neufs
- Offre variante : matériels d'occasion

Des prestations supplémentaires éventuelles PSE sont prévues :

- PSE 1 Reprise de la balayeuse
- PSE 2 Extension de garantie
- PSE 3 Dégivrage des rétroviseurs
- PSE 4 Jauge à vide dans la cabine pour améliorer les performances de balayage
- PSE 5 Roue de secours et cric
- PSE 6 Graissage semi-centralisé en un seul point
- PSE 7 Caméras positionnées à l'arrière de la trémie et en amont et en aval de la buse d'aspiration
- PSE 8 Autoradio
- PSE 9 Basculement de la cuve avec télécommande de basculement
- PSE 10 Equipement hivernal (lame à neige et saleuse)
- PSE 11 Extension de garantie pour chaque équipement

La date limite de réception des offres était fixée au 5 janvier 2023 à 12h00.

A l'issue du délai, 2 offres ont été réceptionnées :

- SAS DANIEL PERIE
- SAS EUROPE SERVICE

Les critères de sélection des offres sont :

1- Prix des prestations : 50 %

2- Valeur technique : 40 %

3- Performance en matière de protection de l'environnement et de développement durable : 10 %

Après analyse des offres, la commission MAPA du 21 mars 2023 propose de retenir l'offre de base de la SAS Daniel Perié (63 Lempdes) pour un montant total de 168 939.68 € HT :

- Offre de base : 163 835.68 € HT
- Prestations supplémentaires éventuelles PSE 2, PSE 4, PSE 7, PSE 8, PSE 9 et PSE11 pour un montant de 5 104 € HT

**Il est proposé au Conseil Municipal de suivre l'avis de la commission MAPA, d'attribuer le marché, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir.**

**Monsieur le Maire précise que cette acquisition sera possible sous la condition que l'ancienne balayeuse soit vendue ou reprise.**

**Monsieur Jean-Claude ALAMPI demande ce qu'il se passera si l'ancienne balayeuse ne se vend pas.**

**Monsieur le Maire lui répond qu'elle va probablement se vendre ; il faut simplement trouver la meilleure solution de rachat.**

**Monsieur le Maire rappelle qu'il y a eu des carences avec l'entreprise qui a vendu la balayeuse, le nécessaire n'a pas été fait.**

**Monsieur Florian CORDIER reste perplexe sur une reprise à 30 000€, ce n'est même pas le prix du châssis et de la structure.**

**Madame Maud BEAUQUIER propose une reprise dans un autre garage, ou de la remettre en état et de la vendre.**

**Monsieur le Maire indique que d'après les spécialistes consultés, le châssis et le matériel de nettoyage qui a été installé dessus sont en inadéquation.**

**Monsieur le Maire a bien conscience que cela est frustrant de voir l'état des voiries, mais il faut aller au bout de la démarche, en cherchant le meilleur rachat de ce matériel.**

**Monsieur Jean-Claude MAURICE demande quelle est la durée de validité de l'offre de l'entreprise PERIE.**

**Monsieur Julien BOILLOT lui répond que c'est un mois.**

**Monsieur Frédéric SERGENT évoque les entretiens des voiries, de l'eau pluviale qui dépend de la ville. Il reste dubitatif sur l'entretien des réseaux des eaux pluviales.**

**Vote du Conseil :**

**Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0**

#### **C18-2023 Achat d'un tracteur, avec épareuse/débroussailleuse et saleuse**

Une consultation concernant la fourniture d'un tracteur, avec épareuse/débroussailleuse et saleuse avec reprise de matériel existant a été réalisée selon une procédure adaptée.

Une variante au marché est prévue :

- Offre de base : matériels neufs
- Offre variante : matériels d'occasion

Des prestations supplémentaires éventuelles PSE sont prévues (ex-options) :

- PSE 1 Un chargeur frontal
- PSE 2 Un transpalette
- PSE 3 Un godet terre 1.80 m type Drop
- PSE 4 Extension de garantie

La publication de l'avis et le dossier de consultation ont été mis en ligne sur le site d'Achatpublic.com, du BOAMP ainsi que sur le site de la Ville.

La date limite de réception des offres était fixée au 5 janvier 2023 à 12h00.

A l'issue du délai, 5 offres ont été réceptionnées :

- CHAYS FRERES
- ALFADOU
- ETABLISSEMENT COSTE MACHINES AGRICOLES
- SAS DEMETERRE
- SAS CASSANI DUBOIS

Les critères de sélection des offres sont :

- 1- Coût global des matériels sur les 5 années suivant l'acquisition (sur 40 points)
- 2- Valeur technique des matériels (sur 30 points)
- 3- Service après-vente /entretien (sur 20 points)
- 4- Garanties et délais de livraison (sur 10 points)

**Il est proposé au Conseil Municipal de relancer la consultation et d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir.**

Envoyé en préfecture le 11/05/2023

Reçu en préfecture le 11/05/2023

Publié le

ID : 025-212500474-20230504-D02\_2023-DE



## AMENAGEMENT / URBANISME / CADRE DE VIE

### C19-2023 AVAP

La Ville de Baume les Dames possède un patrimoine urbain, architectural et paysager de qualité. Expression de son identité et de son histoire, ce patrimoine participe fortement à l'attractivité touristique de la commune et constitue un élément incontournable du cadre de vie des Baumoises ; d'où l'importance de le connaître, de le comprendre afin de le préserver, de le mettre en valeur, de favoriser sa réappropriation et d'accompagner dans leur mutation les secteurs porteurs ou situés à proximité de ce patrimoine.

Dans cette optique, en continuité des actions de mise en valeur du patrimoine déjà opérées (réhabilitation de l'Abbaye, aménagement de l'ancien tribunal en médiathèque) et parallèlement aux projets de requalification du Centre ancien (Îlot Saint Vincent, Place de la République, Place de l'Abbaye), la commune de Baume les Dames a décidé lors de son conseil municipal du 27 août 2014 la mise à l'étude d'une Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

L'AVAP est un instrument dédié à la qualité architecturale, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces naturels ou urbains, avec une prise en compte renforcée des enjeux de développement durable. Elle concourt à l'embellissement du cadre de vie et participe au développement de l'attractivité touristique, commerciale, culturelle et immobilière de la commune.

Elle présente également l'intérêt d'être dotée d'une instance consultative, la Commission locale de l'Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine (CLAVAP), chargée du suivi de sa conception et de sa mise en œuvre. Elle associe ainsi élus, services de l'Etat et personnalités qualifiées au titre de la protection du patrimoine et d'intérêts économiques locaux.

Le bilan de la concertation avec le public et l'arrêt du projet ont été adoptés en 2016.

La procédure de mise en compatibilité du PLU a été mise en attente le temps de procéder à une modification approfondie du Plan Local d'Urbanisme. La procédure de mise en compatibilité a pu reprendre en 2019 suite à l'approbation de la modification.

La finalisation de l'AVAP nécessita que trois procédures soient menées concomitamment :

- Celle relative à la mise en compatibilité du PLU par Déclaration de Projet (articles L.153-54 et L300-6 du code de l'urbanisme) – (MECDP)
- Celle concernant la création de l'AVAP (anc. article L.642-3 du code du Patrimoine)
- Celle se rapportant à la modification du périmètre de protection des abords des Monuments Historiques (article L621-31 du code du patrimoine) (PDA)

La période d'arrêt de la procédure avait permis aux services instructeurs (Ville et services des Architectes des Bâtiments de France) de tester le règlement, de s'exercer et de voir que sur certains points il était nécessaire de faire des ajustements et d'adapter le règlement sans pour autant en modifier la philosophie. Une notice de présentation établissant la liste des modifications à apporter après l'enquête publique au projet de règlement de l'AVAP avait été annexée au projet d'AVAP par délibération en date du 20 janvier 2022.

Afin de mener à terme ces procédures une enquête publique unique a été organisée par la Commune de Baume les Dames, suite à la délégation du Préfet de sa compétence d'autorité organisatrice à la Commune pour le volet « Périmètres Délimités des abords des monuments historiques ».

L'ensemble du dossier, regroupant les trois procédures, a reçu un avis favorable de la Commissaire Enquêtrice et de la Commission Locale de l'AVAP.

Aujourd'hui le dossier finalisé doit recevoir l'accord du préfet avant son approbation définitive par le Conseil Municipal.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code du Patrimoine et notamment ses articles L621-30-1 et L642-1 à 642-10 ;

Vu l'article 114 alinéa 2 de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L122-4 et R122-17 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L300-2 et R123-15 ;

Vu la délibération du 27 août 2014 portant mise à l'étude d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine sur la commune de Baume les Dames ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 juillet 2016 portant engagement d'une étude de modification des périmètres de protection des abords des Monuments Historiques ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 juin 2016 portant dispense d'évaluation environnementale ;

Vu l'avis de la Commission Locale de l'AVAP (CLAVAP) en date du 23 août 2016 ;



Vu la délibération n°H10/2016 du conseil municipal en date du 22 septembre 2016 le projet d'AVAP ;

Vu le renouvellement de la composition de la CLAVAP par délibération n°I03/2020 en date du 12 octobre 2020 ;

Vu la délibération n°J36/2021 en date du 2 décembre 2021 autorisant le préfet à déléguer à la commune de Baume les Dames l'Enquête Publique de modification du Périmètre Délimité des Abords ;

Vu la délibération n°A08/2022 en date du 20 janvier 2022 autorisant la modification du Périmètre Délimité des Abords des Monuments Historiques ;

Vu la délibération n°A07/2022 en date du 20 janvier 2022 annexant au projet d'AVAP la notice de présentation des modifications à apporter après enquête publique ;

Vu l'enquête publique conjointe qui s'est déroulée du 20 juin 2022 au 20 juillet 2022 et portant sur la création d'une Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine de Baume les Dames, la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme et la modification des périmètres délimités des abords des monuments historiques ;

Vu le rapport et les conclusions avec avis favorable de la commissaire enquêtrice en date du 19 août 2022 et annexés à la présente délibération ;

Vu l'avis favorable de la Commission Locale de l'AVAP après enquête publique en date du 7 novembre 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°22-731BAG en date du 16 décembre 2022 portant création d'un périmètre délimité des abords sur la commune de Baume les Dames autour des monuments historiques situés dans le centre ancien ;

Vu le projet d'AVAP tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'arrêter le projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) post enquête publique tel qu'il est annexé à la présente délibération
- d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter l'accord du Préfet avant l'approbation définitive de l'AVAP.

**Vote du Conseil :**

**Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0**

### C20-2023 Convention de partenariat Sem ENR

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) publiée au Journal Officiel du 18 août 2015, ainsi que les plans d'action qui l'accompagnent visent à permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et à la préservation de l'environnement. Le développement de l'éolien est un des leviers afin d'atteindre ces objectifs. Afin d'engager la réflexion sur un projet éolien à Baume les Dames, une convention de partenariat pourrait être conclue avec la Société d'Economie Mixte Energies renouvelables citoyenne (SEM EnR), dont le projet et la note de synthèse sont annexés. La SEM EnR Citoyenne est une entreprise de droit privé dont l'actionnariat public est majoritaire.

La présence des syndicats d'énergie du Jura et du Doubs permet la représentativité de la quasi-totalité des collectivités des deux départements. Les actionnaires privés sont des coopératives de citoyens, des associations et des entreprises locales.

La SEM EnR Citoyenne est un outil pour :

- Assurer la gouvernance (le processus décisionnel) des collectivités et/ou des citoyens dans les projets d'énergies renouvelables,
- Donner les moyens financiers au territoire pour conduire ces projets.

La convention associant Baume les Dames et la SEM EnR Citoyenne a pour objet de définir les grands principes de leur collaboration. Dans l'attente de la mise en œuvre effective du projet, lequel nécessite encore la réalisation d'un certain nombre d'études et de mise au point, les parties à ladite convention, sont convenues de conclure une convention de partenariat et d'exclusivité, organisant et stipulant les actions restant à mener jusqu'à la mise en place effective de la société de projet à créer pour les besoins du projet.

Cette convention de partenariat et d'exclusivité préfigure les axes principaux de développement du projet et décrit notamment :

- La gouvernance du partenariat, notamment via un comité de pilotage et un contrôle étroit de la société de projet par les communes,
- L'engagement de mobiliser les ressources nécessaires au bon déroulement du projet dans la limite de ses prérogatives et compétences et à travailler en toute transparence,
- La répartition des participations financières dans le capital de la future société de projet,
- Les actions à entreprendre et les acteurs associés,
- La prévision d'un accord foncier dans le respect des conditions des articles L. 2253-1 du CGCT et de L 2122-1-3 du CG3P ;
- Les caractéristiques principales des statuts de la société de projet et du pacte d'associés à conclure pour les besoins de la création de la société de projet,
- Les principales modalités du contrat de développement à signer entre la Société de Projet et la SEM EnR Citoyenne,
- Les modalités de retrait du projet d'un partenaire,
- Les conditions de confidentialité et d'exclusivité dans l'intérêt du projet.

**Il est proposé au Conseil Municipal de :**

- se prononcer sur cette convention,
- autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que toute modification à la marge,
- désigner deux représentants au Comité de pilotage institué par la convention, qui sont :
  - Arnaud MARTHEY
  - Christian BASSENNE

Monsieur Julien BOILLLOT évoque la réunion sur l'implantation du mat de mesure (mis en place pendant 2 ans), soumis à validation de l'ONF. Une réunion avec la SEM ENR est également à programmer.

Monsieur Jean-Claude MAURICE souhaite s'abstenir, pour lui, ce projet devrait être développé à l'échelle intercommunal plutôt que communale. Il aurait préféré un travail en mutualisation et en concertation. Il évoque aussi



la même problématique avec l'énergie photovoltaïque qui se développe sur le territoire on produit en énergie renouvelable 190% de nos besoins.

Monsieur Frédéric SERGENT évoque que le choix de la collectivité est fait au regard des propositions mis en avant par la SEM ENR, qui est un autre niveau que les propositions des fournisseurs classiques, c'est une avancée.

**Vote du Conseil :**

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 1

**C21-2023 Avenant de prolongation à la convention « bourg-centre de la Région »**

Pour rappel, notre commune est lauréate du dispositif Bourg Centre, dont l'enveloppe de 750 000 euros est, à ce jour, consommée à hauteur de 56% soit un reliquat de **327 230 €**. L'utilisation de ce reliquat a été fléchée sur la tranche ferme des travaux de requalification de nos places publiques (place de l'Abbaye).

En cohérence avec les inscriptions du budget primitif 2023 de la Région ainsi qu'aux orientations budgétaire induite par la crise énergétique, le dispositif « bourg-centre » a été abrogé.

Toutefois, la Région est en mesure de poursuivre l'instruction et le vote des dossiers ayant fait l'objet d'un accusé de réception au 31/01/2023. La demande de subvention relative à la requalification des places est déjà ouverte sur la plateforme, et un accusé réception a été édité en date du 7 mai 2020. Aussi, afin de pouvoir poursuivre l'instruction des dossiers bourg-centre, la Région a décidé de prolonger notre conventionnement BOURG-CENTRE.

**Afin de pouvoir valider ces prolongations jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2023, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à cette convention.**

Madame Sylviane MARBOEUF précise que cette convention est très importante pour le projet de requalification des places.

**Vote du Conseil :**

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

**C22-2023 Rétrocession de la Maison 26 avenue Kennedy**

**Exposé des motifs :**

Le Maire expose au Conseil municipal que la commune a sollicité l'EPF dans le cadre d'un portage foncier.

Les conditions générales d'intervention de l'EPF sont régies par les articles du code de l'urbanisme, et précisées par son règlement intérieur. Une convention opérationnelle, qui fixe les conditions particulières de l'opération, a été conclue entre la commune et l'EPF.

Suite à la signature de la convention opérationnelle, l'EPF a acquis pour le compte de la commune les biens suivants :

- Parcelle cadastrée section AS 311 (26 avenue Kennedy)

Selon l'article 3 de la convention opérationnelle citée ci-dessus, la commune de BAUME LES DAMES s'engage notamment à racheter ou garantir le rachat des biens acquis par l'EPF en fin de période de portage conformément aux conditions du règlement intérieur.

Le règlement intérieur dans son article 8-1 indique que le prix de rétrocession est calculé en ajoutant au prix global la participation aux frais de portage.

Le prix global est composé du prix d'acquisition, des frais d'acquisition (frais d'actes, de notaire, diagnostic, géomètre...), des indemnités de toute nature versées aux propriétaires, locataires ou ayants droit, des frais de pré-aménagement (démolition, dépollution, nettoyage, protection...) et du solde des frais de gestion externalisés (gestion des biens, impôts...).

En application de la convention opérationnelle et du règlement intérieur, la revente du bien ne peut donc se réaliser qu'au prix d'acquisition majoré des frais engagés par l'EPF sur ce bien. La Ville de Baume les Dames ayant trouvé des acquéreurs intéressés par ce bâtiment, **il est proposé au Conseil Municipal de demander à l'Etablissement Public Foncier Doubs BFC, la rétrocession des biens indiqués ci-dessus. La rétrocession s'effectuera au profit de la commune de Baume les Dames.**

Elle aura lieu moyennant le prix d'acquisition payé par l'EPF majoré des frais engagés, dont la liste non exhaustive est la suivante (certains coûts étant calculés en fonction de la date de signature de rétrocession) diminué des loyers perçus et à percevoir (au 13/02/2023, les loyers perçus sont de 5 763.30 €) :

- Prix d'acquisition initial : 188 000 euros
- Frais d'acte notarié initiaux : 3 447.98 euros
- Frais de négociation : 10 000 euros
- Diagnostics : 1 007 euros
- Honoraires d'avocat : 2 400 euros
- Taxe foncière de 2022 : 1 742 euros

**Prix :** 200 833.68 euros HT sachant qu'une taxe sur la valeur ajoutée pourra être appliquée.

Il conviendra également de procéder au paiement du solde des frais de portage dû lors de la signature de l'acte de rétrocession.

Au cas où l'avis d'imposition de la taxe foncière pour l'année en cours viendrait à être appelé auprès de l'EPF, la commune s'engage à rembourser cette taxe à l'EPF à première demande, ainsi que les frais éventuels qui seraient réglés par l'EPF postérieurement à l'acte notarié de rétrocession.

**Le Conseil municipal décide :**

- de demander à l'EPF la rétrocession des biens en portage aux prix et conditions visés ci-dessus au profit de la commune de BAUME LES DAMES,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié de rachat et tout document s'y rapportant.

**Vote du Conseil :**

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

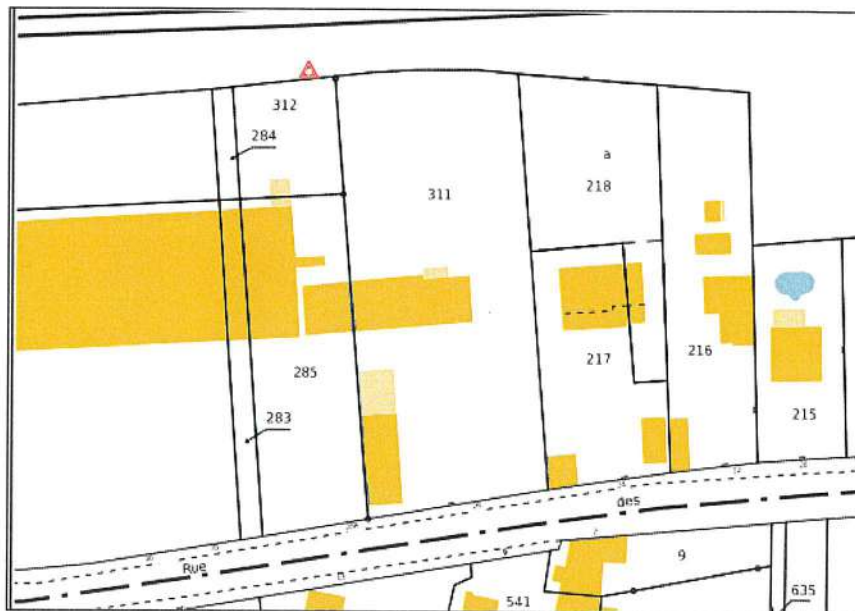


**C22-2023 Vente Maison 26 avenue Kennedy**

Suite à l'acquisition par l'EPF le 24 mars 2017 du bien sis 26 Avenue Kennedy (parcelle cadastrée AS 311), la commune de Baume les Dames demande le rachat total des biens en portage foncier à l'Etablissement Public Foncier Doubs BFC (EPF). Une fois cette opération réalisée, la cession par la Ville de Baume les Dames portera sur la parcelle cadastrée AS 311, parcelle bâtie d'une superficie de 3180 m<sup>2</sup> sise 26 Avenue Kennedy au prix initial (avant négociation) de 280 000€.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- **D'approuver cette cession,**
- **D'autoriser Monsieur le maire, ou son représentant, à intervenir à tous les stades de la procédure et à signer tout acte inhérent à cette cession.**



**Vote du Conseil :**

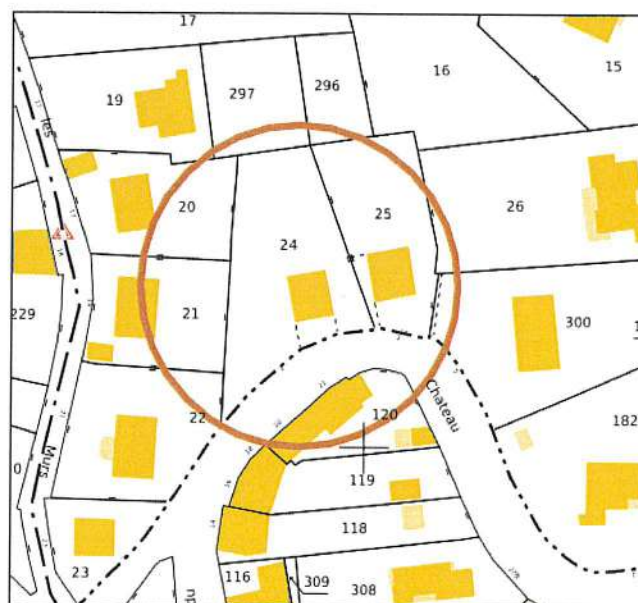
**Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0**

**C23-2023 Vente Maison 1 rue Château Gaillard**

À la suite de l'exercice du droit de préemption urbain, la commune souhaite vendre la maison d'habitation acquise le 30 septembre 2021. La cession par la ville de Baume les Dames portera sur la parcelle cadastrée AI 320 (anciennement AI 24), parcelle bâtie d'une superficie de 818 m<sup>2</sup> sis. 1 Rue du Château Gaillard.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- **D'approuver cette cession,**
- **D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à intervenir à tous les stades de la procédure et à signer tout acte inhérent à cette cession.**



**Vote du Conseil :**

**Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0**

**C24-2023 Convention de maintenance des poteaux incendie – VEOLIA**

Envoyé en préfecture le 11/05/2023

Reçu en préfecture le 11/05/2023

Publié le

Berger  
Levrault

Pour tous les points d'eau destinés à la sécurité incendie, la vérification annuelle n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie. Pour de VEOLIA pour le biais d'une convention d'une durée de 4 ans selon le tarif de 39,31 € HT par poteau (contre 27 € HT pour les conventions précédentes – montant non révisé depuis des années), soit 4 717,20 € HT par an pour les 120 prises d'eau.

**Il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur cette convention et à autoriser Monsieur le Maire à signer ce document.**

**Vote du Conseil :**

**Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0**

## INFORMATIONS

**La séance est levée à 23h00.**